



**CONVENTION N°**

**du**

relative à l'octroi d'une Aide au Contrat de Travail (A.C.T.).

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu les articles LP. 5223-1 et suivants et A. 5223-1 et suivants du code du travail ;

**ENTRE :**

La Polynésie française, pour le compte du Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, représentée par son chef de service Madame Hina GREPIN-LOUISON, ci-après désigné « S.E.F.I. »,

d'une part,

**ET :**

Nom ou Raison sociale : .....  
Forme juridique : .....  
Enseigne commerciale : .....  
Numéro Tahiti : ..... Numéro RCS : .....  
Adresse : .....  
Représenté par : .....  
ci-après désigné « l'employeur »,

d'autre part,

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1<sup>er</sup>. - Objet**

La présente convention est conclue en vertu de la réglementation susvisée et relative à l'« Aide au Contrat de Travail ».

Elle a pour objet de préciser les engagements de chaque cocontractant et les modalités pratiques du versement de l'aide financière à la charge de la Polynésie française.

**Article 2. - Obligations des parties**

2.1 Obligations de l'employeur

L'employeur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions réglementaires susvisées relatives à l'« Aide au Contrat de Travail » et s'engage à respecter vis-à-vis du salarié concerné les conditions prévues à la présente convention et au contrat de travail qui y est associé.

L'employeur accepte que les agents du S.E.F.I. accèdent à ses locaux pour vérifier, en tant que de besoin, la bonne exécution de la présente convention.

Dans le cadre de la présente convention, l'employeur s'engage à :

- produire au S.E.F.I. une copie du contrat à durée indéterminée d'une durée de \_\_\_ heures par mois (minimum de 80 heures) signé avec le salarié ci-après désigné à compter du : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_\_.

**Nom :** .....

**Prénom :** .....

**Date et lieu de naissance :** \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_\_ à ..... **N° DN :** \_\_\_\_\_.

**Poste occupé :** .....

- procéder ponctuellement à terme échu au règlement mensuel du salaire ainsi qu'à celui des charges sociales correspondantes ;

- produire périodiquement au S.E.F.I., qui les conserve, des copies de bulletins de salaires (BS) visés par l'employeur et le salarié et des copies des ordres de recettes (OR) correspondants émis par la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française selon les modalités suivantes :

	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12
Versement de l'ACT	M1 M2 M3		M4 M5 M6			M7 M8 M9			M10 M11 M12			M13 M14 M15
Production des BS + OR CPS			M1 M2			M3 M4 M5			M6 M7 M8			M9 M10 M11

	M13	M14	M15	M16	M17	M18	M19	M20	M21	M22	M23	M24
Versement de l'ACT			M16 M17 M18			M19 M20 M21			M22 M23			
Production des BS + OR CPS			M12 M13 M14			M15 M16 M17			M18 M19 M20			

	M25	M26
Versement de l'ACT		M24
Production des BS + OR CPS		M21 M22 M23 M24

La dernière mensualité de l'aide est versée après production des pièces justificatives restants à fournir à l'échéance de la convention. Leur production doit intervenir dans un délai maximum de deux mois à compter de l'échéance de l'aide.

## 2.2 Obligations de la Polynésie française

La Polynésie française s'engage à verser sur le compte bancaire désigné par l'employeur, l'aide financière calculée au prorata du temps de travail effectif du salarié, dont le montant plafonné est fixé par l'article A.5223-5 du code du travail (36 000 FCFP/mois pour un temps plein au 01/08/2018) et selon les modalités définies supra.

## **Article 3. - Rupture du contrat de travail et remplacement**

En cas de rupture du contrat de travail pendant la période d'exécution de la convention A.C.T., l'employeur est tenu de produire au S.E.F.I., dans un délai de quinze jours à compter de la rupture en question :

1. un courrier indiquant la date et le motif de cette dernière ;
2. une copie de la lettre de démission ou de licenciement pour faute grave du salarié.

L'employeur a la possibilité de procéder, au maximum deux fois, au remplacement du salarié pendant la période d'exécution de la convention restant à courir. Ce remplacement s'opère par voie d'avenant.

L'employeur ne peut conclure de nouvelle convention A.C.T. qu'à la condition que l'emploi pour lequel il bénéficie d'une Aide au Contrat de Travail soit effectivement pourvu.

L'employeur dispose de trois mois à compter de la date de la rupture du contrat de travail pour procéder au remplacement du salarié et fournir les pièces justificatives au S.E.F.I (Article A. 5223-9).

A défaut, la présente convention est rendue caduque et l'employeur ne peut solliciter une nouvelle demande d'A.C.T. pour le même poste de travail avant le terme initial de l'A.C.T. devenu caduque. Par ailleurs, l'employeur devra rembourser les sommes indûment perçues.

#### **Article 4. - Sanctions**

A défaut de production des pièces justificatives du paiement des salaires et des charges sociales dans les conditions définies à l'article 2.1, le S.E.F.I. peut procéder à la résiliation unilatérale de la convention.

Dans le cas où l'employeur ne respecte pas ses obligations, le S.E.F.I. suspend le versement de l'aide financière jusqu'à régularisation et au maximum pendant une durée de deux mois à l'issue de laquelle le SEFI peut résilier la convention et faire procéder à l'émission d'un ordre de reversement au titre des sommes perçues indûment par l'employeur.

En cas de fraude au présent dispositif, l'employeur est tenu de rembourser en totalité l'aide versée et sera exclu des aides à l'emploi et à l'insertion du S.E.F.I. pour une durée maximale de 12 mois.

#### **Article 5. - Imputation budgétaire**

Les dépenses sont imputées sur le fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur de la Polynésie française

#### **Article 6. - Dispositions finales**

Cette convention est conclue pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter du (réservé au S.E.F.I.) : .....

Rendu exécutoire à Papeete, en trois exemplaires originaux, le (réservé au S.E.F.I.) .....

Fait à Papeete, le (réservé au S.E.F.I.) .....

L'employeur

.....

Pour le Ministre  
en charge de l'emploi  
et par délégation,  
Le Chef du service  
de l'emploi, de la formation et de l'insertion  
professionnelles

**Hina GREPIN-LOUISON**